

## Table des matières

<b>Introduction générale :</b>	
<b>le rêve inabouti de Juan Luis Vivès</b>	9
Jacques FIERENS	
<b>Section 1. La naissance de l'assistance publique, contemporaine de celle du libéralisme international</b>	10
<b>Section 2. Le contrat comme lien social fondamental</b>	11
<b>Section 3. La réaction marxiste-socialiste</b>	13
<b>Section 4. La dignité humaine contre le contrat</b>	14
<b>Section 5. La loi organique du 8 juillet 1976</b>	16
<b>Section 6. La remise en cause constante de la référence à la dignité humaine</b>	19
Sous-section 1. La contestation de l'existence d'un « droit subjectif »	19
Sous-section 2. La réduction de la dignité humaine au « besoin »	20
Sous-section 3. La subordination du respect de la dignité humaine à la disposition au travail et à sa contractualisation	21
Sous-section 4. La dignité humaine de deuxième zone des étrangers en séjour illégal	23
Sous-section 5. La suppression de l'aide sociale pour certains ressortissants de l'Union européenne	25
Sous-section 6. L'aide en nature	26
<b>La dignité humaine comme mesure de l'aide sociale</b>	27
Jérôme MARTENS	
<b>Section 1. Introduction : la nature du droit à l'aide sociale</b>	27
Sous-section 1. De l'assistance publique à l'aide sociale	30
Sous-section 2. De la mesure de faveur au droit à l'aide sociale	32
Sous-section 3. Des besoins matériels aux besoins immatériels	33
<b>Section 2. La dignité humaine en pratique : examen de quelques questions particulières</b>	33
Sous-section 1. La dignité humaine et les signes extérieurs de richesse	35
Sous-section 2. La dignité humaine et les besoins immatériels : le droit à l'épanouissement culturel et social	38
ANTHEMIS	319

Sous-section 3. La dignité humaine et les choix de l'individu	41
Sous-section 4. Remarques sur la charge de la preuve	46
<b>Section 3. Conclusion</b>	48
<b>Les détenus et l'aide sociale</b>	53
Véronique VAN DER PLANCKE	
<b>Section 1. Le droit à l'intégration sociale</b>	57
Sous-section 1. Pendant la période de privation de liberté	57
A. Maintien du droit à l'intégration sociale, mais suspension du paiement du revenu d'intégration	57
B. Incidence du nouveau statut juridique externe des personnes condamnées et internées sur la suspension du paiement du revenu d'intégration	61
Sous-section 2. Après la privation de liberté	69
<b>Section 2. L'aide sociale (au sens strict)</b>	70
Sous-section 1. Pendant la période de privation de liberté	70
A. Portée pratique de la notion de « dignité humaine » du détenu	73
B. Caractère résiduaire/subsidaire de l'aide sociale	76
C. Incidences du nouveau statut juridique externe des personnes condamnées et internées sur le paiement de l'aide sociale	83
Sous-section 2. Après la détention	85
<b>Section 3. Compétence territoriale du CPAS en cas de détention du bénéficiaire</b>	86
Sous-section 1. Pendant la période de détention	86
A. Principe	86
B. Exception	88
C. Application de la règle de continuité	88
D. Modulation de la règle de continuité en cas d'interruption entre les séjours dans deux établissements différents	89
Sous-section 2. À l'issue de la période de détention	90
<b>Conclusion : mise en perspective</b>	90

<b>L'étudiant et l'aide sociale</b>	93
Philippe VERSAILLES	
<b>Section 1. Les conditions d'octroi du revenu d'intégration</b>	95
Sous-section 1. L'âge	95
Sous-section 2. La nationalité	96
Sous-section 3. L'insuffisance des ressources	96
A. Les bourses d'études	97
B. L'aide financière de l'école	97
C. Un job compatible avec les études	98
D. L'exonération socioprofessionnelle	99
E. Les ressources des cohabitants	100
Sous-section 4. L'aptitude à réussir les études	101
A. Une approche individualisée	101
B. Le moment de l'évaluation de l'aptitude	102
C. L'échec, le redoublement, la réorientation	103
Sous-section 5. Les conditions relatives aux études	106
A. Les études de plein exercice	106
B. L'établissement qui dispense les études	109
C. Le choix de l'établissement	109
D. Le choix des études	110
<b>Section 2. Le contrat d'études</b>	114
Sous-section 1. Le régime du contrat	114
Sous-section 2. Le soutien et l'accompagnement par le CPAS	115
<b>Section 3. Les étudiants de 25 ans et plus</b>	117
<b>Section 4. La compétence territoriale du CPAS</b>	117
Sous-section 1. Le CPAS du domicile	117
Sous-section 2. L'interruption des études	118
<b>Section 5. Les catégories du revenu d'intégration</b>	119
<b>Conclusion</b>	220

<b>Actualités du droit de l'aide sociale aux étrangers : focus sur les étrangers en situation illégale, gravement malades</b>	121
Géraldine LÉNELLE et Marie MESSIAEN	
<b>Introduction</b>	121
<b>Section 1. Le droit à l'aide sociale d'un étranger en situation illégale, gravement malade</b>	123
Sous-section 1. La situation administrative des étrangers en séjour irrégulier	123
A. La définition du « séjour illégal »	123
B. L'autorisation de séjour pour raisons médicales (art. « 9 <sup>ter</sup> »)	124
Sous-section 2. Les exceptions dégagées par la jurisprudence	127
A. La force majeure rendant le retour au pays impossible	127
B. L'impossibilité médicale de retour	130
C. La jurisprudence <i>Abdida</i>	133
D. La charge de la preuve	139
E. L'ordre des moyens	142
<b>Section 2. Le droit à l'aide sociale des familles en séjour illégal : aide matérielle ou aide financière ?</b>	143
Sous-section 1. La notion de famille en séjour illégal	143
Sous-section 2. L'aide matérielle – précisions	144
A. Historique	144
B. Modalités pratiques de l'octroi de l'aide	146
Sous-section 3. L'aide matérielle ou l'aide sociale ?	148
A. L'aide financière : le principe	148
B. Aide matérielle	152
<b>Conclusion</b>	158
<b>Aide sociale et surendettement : « Je t'aime, un peu, ... »</b>	161
Christophe BEDORET	
<b>Section 1. Aide sociale financière en faveur de la personne surendettée</b>	164
Sous-section 1. Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale	165
A. Instrument	165
B. Indicateurs	165

Sous-section 2. Droit à l'aide sociale en l'absence de règlement collectif de dettes	167
A. Droit commun	167
B. Paiement de dettes	168
Sous-section 3. Droit à l'aide sociale en présence d'une procédure de règlement collectif de dettes	170
A. Pécule de médiation	170
B. Budgets exceptionnels	174
C. Difficultés ou faits nouveaux	177
D. Aide sociale	178
Sous-section 4. Droit social et références budgétaires	179
<b>Section 2. Droits externes de la personne surendettée</b>	181
Sous-section 1. Cotisations sociales du travailleur indépendant	181
A. Notion	181
B. Conditions	181
C. Procédure	183
Sous-section 2. Droit passerelle	185
A. Notion	185
B. Conditions	187
C. Procédure	188
Sous-section 3. Fourniture d'énergie aux plus démunis	188
A. Notion	188
B. Conditions	190
C. Procédure	190
Sous-section 4. Clients protégés	191
A. Notion	191
B. Conditions	193
C. Procédure	193
Sous-section 5. Chauffage	194
A. Notion	194
B. Conditions	195
C. Procédure	196
Sous-section 6. Eau	198
A. Notion	198

B. Conditions	199
C. Procédure	200
Sous-section 7. Services de proximité à finalité sociale	202
A. Notion	202
B. Conditions	203
C. Procédure	206
Sous-section 8. Fonds pour l'apurement de dettes	208
A. Notion	208
B. Conditions	208
C. Procédure	209
Sous-section 9. Aide juridique de deuxième ligne et assistance judiciaire	211
A. Notion	211
B. Conditions	213
C. Procédure	216
Sous-section 10. Contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne	218
A. Notion	218
B. Exemption	219
C. Procédure	219
<b>Conclusion</b>	220
<b>Le CPAS, l'aide sociale et le logement</b>	221
Nicolas BERNARD	
<b>Section 1. L'aide sociale et le logement</b>	222
Sous-section 1. Le droit au logement comme partie de l'aide sociale	222
Sous-section 2. De quelques formes de l'aide sociale dévolue au logement	223
A. Garantie locative	223
B. Fourniture d'un logement (ou d'une aide au loyer)	229
C. Arriérés de loyer	233
D. Adresse de référence	234
Sous-section 3. Une conditionnalité de l'aide sociale dédiée au logement ?	238

Sous-section 4. L'aide sociale en espèces au risque de la cohabitation	240
A. Position de la question	240
B. La vie sous le même toit	242
C. Le règlement en commun des questions ménagères	242
D. L'arrêt de la Cour de cassation du 9 octobre 2017	244
<b>Section 2. Les missions (multiples) du CPAS comme opérateur commis à la mise en œuvre du droit au logement</b>	245
Sous-section 1. À l'échelon fédéral	246
A. Accompagnement des expulsions	246
B. Marchands de sommeil	248
C. Prime d'installation pour les sans-abri	250
D. Réquisition des immeubles vides	253
Sous-section 2. À l'échelon régional	254
A. Missions légales	254
B. Bonnes pratiques	256
<b>Section 3. L'arrière-plan commun de la dignité humaine</b>	259
Sous-section 1. Dans la Constitution belge	259
Sous-section 2. Dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	263
<b>Conclusion</b>	265
 <b>Aide sociale générale et fonds sectoriels</b>	267
Pol BURLET	
<b>Section 1. Le tarif social gaz et électricité</b>	267
Sous-section 1. Base juridique	267
Sous-section 2. Principe	268
Sous-section 3. Bénéficiaires	268
Sous-section 4. Application de cet avantage	269
<b>Section 2. Le fonds gaz et électricité</b>	270
Sous-section 1. Base juridique	270
Sous-section 2. Objet	271
Sous-section 3. Bénéficiaires	273
Sous-section 4. Processus	273
 ANTHEMIS	325

<b>Section 3. L'allocation de chauffage</b>	274
Sous-section 1. Bénéficiaires	274
Sous-section 2. Combustible éligible	275
Sous-section 3. Procédure	275
<b>L'enquête sociale</b>	279
Frédérique LAMBRECHT	
<b>Section 1. Caractère facultatif de l'enquête sociale</b>	280
<b>Section 2. Contenu de l'enquête sociale</b>	281
<b>Section 3. Auteur et force probante de l'enquête sociale</b>	285
<b>Section 4. Collaboration de l'assuré social à l'enquête sociale</b>	290
<b>Conclusion</b>	297
<b>Questions de compétence relatives aux rapports entre demandeurs d'aide sociale, CPAS et débiteurs d'aliments</b>	299
Steve GILSON et Zoé TRUSGNACH	
<b>Section 1. Les recours du demandeur de l'aide contre le CPAS</b>	300
<b>Section 2. Les recours du débiteur d'aliments contre la décision du CPAS</b>	303
Sous-section 1. Présentation du problème	303
Sous-section 2. Examen de la tendance favorable à la compétence des juridictions du travail	304
Sous-section 3. Examen et critique de la thèse défavorable à la compétence des juridictions du travail	307
A. Position du problème	307
B. L'argument tiré du texte de loi	308
C. L'argument tiré de la scission du contentieux selon l'angle abordé et selon la partie qui intente l'action	310
<b>Section 3. L'action du CPAS contre les débiteurs d'aliments</b>	311
Sous-section 1. La compétence du juge de paix	311
Sous-section 2. La compétence du tribunal de la famille	312
Sous-section 3. Synthèse	315
<b>Conclusion</b>	315